

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Crise-de-l-Universite-algerienne.html>

Crise de l'Université algérienne

Une conférence de Farid Cherbal

- Actualité politique nationale -

Date de mise en ligne : mardi 29 mars 2011

Description :

(Extraits de la presse algérienne du 29 mars 2011)

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

"L'université algérienne se débat dans une crise à plusieurs variables. Si aucun plan de sauvetage n'est mis en place dans un avenir proche, il y aurait un grand risque de la perdre.

Ce constat est celui fait, hier, par Farid Cherbal, enseignant en génétique moléculaire à l'USTHB de Bab Ezzouar, à Alger, et syndicaliste, lors d'une conférence organisée par Rencontres d'Algérie News sur le thème « Débat autour de la crise dans l'université algérienne ». « S'il n'y a pas de mesures radicales prises dans les plus brefs délais, on va perdre l'université algérienne », a mis en garde l'universitaire." (El Watan 29 mars 2011).

Cette rencontre a été organisée à l'initiative du « *Mouvement des jeunes indépendants pour le changement* » (MJIC). L'Université connaît depuis plusieurs semaines un mouvement de contestation sans précédent.

Farid Cherbal est aussi syndicaliste. Il a rappelé les différentes étapes parcourues par l'Université algérienne depuis l'indépendance.

« En effet, indique-t-il, « l'université publique », qui a accompagné le développement économique du pays depuis 62 jusqu'au début des années 80, ne joue plus son rôle au sein de la société. Pour la même source, le système universitaire algérien est devenu « crisogène ». Pourquoi ? Les pouvoirs publics, actuellement, n'ont plus la même approche des années 70, une période durant laquelle l'université algérienne a enfanté des étudiants de haut niveau, des diplômés « nationaux » reconnus avec un enseignement de qualité. Pis, à présent, les pouvoirs publics ne font que « gérer le flux des étudiants » qui entrent chaque année dans « ces édifices de savoir ». « L'absence totale d'une politique d'enseignement et de recherche, révolue depuis le début des années 80, a fait plonger l'université algérienne dans un cycle de crise sans fin ». » (La Tribune 29 mars 2011)

« Parmi les éléments structurants de la crise, selon lui, figurent notamment l'ouverture à tour de bras d'établissements universitaires "sans moyens" ; la poussée vers la porte de sortie d'anciens coopérants techniques au début des années 1980, comme ce professeur émérite devenu père du nucléaire au Pakistan ou encore cet autre enseignant vietnamien dont la réputation a dépassé son pays, au nom de la sacro-sainte "algérianisation" de l'université ; la suppression des stages, à contre-courant des normes établies par l'Unesco ; la dissolution de l'Office national de la recherche scientifique dans "l'opacité" et la diminution drastique du budget de formation ; la gestion "opaque et antidémocratique" de l'université ; l'absence d'investissements économiques en aval pour résorber l'arrivée massive des diplômés sur le marché de l'emploi ; la "désignation", au mépris de ce qui se fait sous d'autres latitudes, des responsables académiques ; l'exil interne et externe sous "l'effet de la crise" (le coût des formations des étudiants des pays du Sud qui rejoignent les pays occidentaux est estimé à quelque 10 milliards de dollars par l'Unesco), et enfin la dégradation des conditions socioprofessionnelles des enseignants. Bref, "il y a une absence de politique d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique depuis la fin des années 1970", soutient-il. Selon lui, le mouvement de contestation actuel des étudiants est un signal d'alarme lancé à la société et à l'état. " L'université ne doit plus produire de chômeurs." Comme beaucoup d'étudiants, le chercheur semble préférer l'ancien système d'enseignement au LMD, "parachuté" en 2004 sans débat ni consultation. "L'inquiétude portée par les étudiants de l'ancien système est fondée. Ce système structure la conscience nationale. Le LMD est venu pour diminuer les coûts des formations", affirme M. Cherbal.(Liberté 29 mars 2011). »Le budget de formation de l'étudiant a aussi subi une coupe monstre. « De 1981 à 1989, le budget dédié à la formation est de l'ordre de 700 dollars ; en 1999, il avoisine 200 dollars, alors qu'en 2005, il est descendu à 5 000... dinars », explique-t-il. Et de se demander comment espérer avoir une université performante, alors que toutes les instances qui la dirigent n'ont jamais été élues (...) la gestion opaque et anti-démocratique de l'université a aggravé, depuis quelques années, la situation. Résultat : niveau de vie des étudiants en baisse constante, fuite sans fin des enseignants chercheurs à l'étranger, baisse continue du niveau de l'enseignement« (La Tribune) »Parmi les propositions formulées : l'augmentation du budget de l'enseignement supérieur, la consécration de la gestion démocratique à travers les élections des responsables académiques, la remise de l'anglais au coeur de l'enseignement, la mise sur pied d'un organe de recherche, une politique de passerelles et la définition du type de coopération internationale, entre autres. Considérant que "l'université est sinistrée", selon une formule consacrée du défunt Mohamed Boudiaf, une

représentante du MJIC a appelé au "débat". Karim Yamoun, un jeune étudiant venu de Tizi Ouzou, a, quant à lui, estimé que "les étudiants ont longtemps souffert de la gestion politique de l'université". Selon lui, le système LMD a été imposé par l'UE. "On veut une université publique et nationale." Mais, il faut réformer tout le système éducatif, a-t-il toutefois préconisé, sous les applaudissements de quelques dizaines d'étudiants, pour la plupart membres du MJIC, présents dans la salle" (Liberté).

Extraits